

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 29 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

• [Au format pdf \(pages\)](#)

### **Quelques formules à retenir.**

#### **L'Internationale oligarchique existe :**

- La finance transnationale.
- La finance globale.

#### **La gouvernance mondiale assurée par les multinationales.**

- Ils détruisent toute forme d'État pour en contrôler l'exploitation.

#### **Une autre formule à retenir.**

- Le ministère des commis.

Le ministère des commis non pas de Bonaparte mais de l'oligarchie financière qui a mis en place Macron, un pantin.

Marx à propos de la réponse de Louis Bonaparte à l'Assemblée législative le 1er novembre 1849. Il qualifiera ainsi le ministère d'Hautpoul, le ministère de Bonaparte ou l'organe du président, face à l'Assemblée législative, le ministère des commis.

### **Réflexions politiques sur la situation.**

En mettant fin à la guerre en Syrie, les espoirs impériaux de Macron s'envolent.

Dans l'impossibilité d'exporter la guerre de classes pour soulager l'énorme pression qui pèse sur son régime en état de banqueroute, il va falloir qu'il la livre à l'intérieur, c'est ainsi que la lutte des classes fait rage depuis le 17 novembre 2018. Sa marge de manoeuvre étant pratiquement nulle, il ne peut répondre aux revendications sociales de la classe ouvrière et des couches inférieures de la petite bourgeoisie qu'en leur prodiguant des miettes et par une répression féroce...

Pire encore, en mettant en veilleuse la propagande contre le terrorisme, en dénonçant l'instrumentalisation du réchauffement climatique, en ridiculisant la propension hypocrite des bourgeois à se présenter en champion de la lutte contre le racisme, l'homophobie, la misogynie, en se moquant de ses alliés, en s'en prenant violemment aux médias institutionnels, en osant même attaquer la Fed, le clan de l'oligarchie que représente Trump prive Macron et ses semblables pour ainsi dire de toute légitimité ou l'affaiblit, alors que les rapports entre les classes sont en train de se tendre à l'extrême et font poindre la menace d'un soulèvement révolutionnaire des masses dans un grand nombre de pays, notamment en Europe.

Quelles en sont les conséquences immédiates ?

D'une part, il sème la confusion et le doute dans la tête des capitalistes et contribue ainsi à les diviser et à les affaiblir, alors que la crise rampante du capitalisme s'accroît de jour en jour et sape tout espoir de rémission.

D'autre part, il oblige les couches moyennes et supérieures de la petite bourgeoisie qui ont été conduites à soutenir et à fournir le gros des troupes du clan le plus extrémiste et décadent de l'oligarchie à resserrer les rangs autour de lui et à se radicaliser toujours plus à droite. Tandis que ses couches inférieures qui leur avaient emboîté le pas à défaut de pouvoir se tourner vers le mouvement ouvrier trop corrompu, se retrouvent accablées, durement frappées, pour ainsi dire paupérisées ou en voie de l'être, du coup elles n'ont plus d'autre alternative que se soulever ou se résigner à mourir en étant sûres d'être vaincues si elles ne s'allient pas à la classe ouvrière, si la classe ouvrière ne se soulève pas massivement. D'où le nouvel examen de conscience auquel elles sont contraintes de se livrer dans les pires conditions, après avoir placé leur destin entre les mains de la social-démocratie ou de la gauche pourries jusqu'à la moelle, il va falloir qu'elles choisissent leur camp. Une partie basculera dans celui du prolétariat, une autre préférera se laisser bernier par les illusions propagées par une multitude d'acteurs liés au capitalisme ou à l'oligarchie, d'extrême droite ou agissant sous le faux masque du souverainisme.

Tout dépendra en dernière analyse du comportement qu'adopteront la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Reste à savoir si le mouvement ouvrier profondément compromis et contrôlés par des agents du capital va finir par implorer et aura ou non la capacité de se reconstruire sur les bases du socialisme. Pour le moment il craque de partout, ses appareils corrompus se sont mis au service de Macron, ils continuent de jouer le rôle sordide de relais institutionnel auprès du pouvoir, mais en même temps ils sont obligés de radicaliser leur discours pour ne pas se couper de leurs bases qui subissent l'influence de la révolte des "gilets jaunes".

Tout cela on l'a déjà vécu mille fois depuis les années 30 et chaque fois cela s'est soldé de la même manière, sur le fond j'entends. Pourquoi ? Parce que les masses ne sont jamais parvenues à s'organiser elles-mêmes et à imposer aux syndicats et aux partis dits ouvriers de participer aux organismes qu'elles auraient créés ou d'accomplir à leur côté les tâches qu'elles auraient définies, de reprendre à leur compte leurs revendications sociales et politiques, chaque fois les agents du capital au sein du mouvement ouvrier sont parvenus à contrôler et à conduire la mobilisation des masses vers une impasse ou une défaite.

Donc à ce titre la mobilisation dite des gilets jaunes est intéressante puisqu'elle a empêché les appareils pourris du mouvement ouvrier de prendre la direction de leur mouvement, ce qui a permis de le poursuivre depuis le 17 novembre. En même temps, elle a révélé une faiblesse fatale en demeurant coupée du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière urbaine concentrée dans ou plutôt autour des grandes villes. Les appareils l'ont exploitée évidemment pour tenter de casser la dynamique enclenchée par le prolétariat rural et les couches inférieures afin d'éviter que la jonction s'opère avec le prolétariat urbain ou des grandes villes, ils ont fait en sorte que les "gilets jaunes" demeurent isolés pour que Macron puisse plus facilement les réprimer.

Je pense que dans la situation, telle qu'elle était la veille du 17 novembre, les choses ne pouvaient pas se dérouler et se conclure provisoirement autrement, car les rapports entre les masses et le mouvement ouvrier étaient devenus tellement pourris qu'il était impossible qu'ils changent du jour au lendemain. Il allait falloir du temps pour que chacun tire les enseignements de ce qui s'était passé pour espérer aborder la prochaine étape ou occasion dans de meilleures conditions. On n'a pas seulement besoin de l'unité du prolétariat urbain et rural, mais aussi des couches inférieures des classes moyennes auxquelles on peut assimiler une grande partie du prolétariat, on a besoin qu'ils se dotent d'objectifs politiques et d'instruments pour les atteindre en terme d'organisation sur tout le territoire.

Il n'en demeure pas moins que de par la place intermédiaire qu'elles occupent au sein des rapports de production entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, les classes moyennes ne peuvent pas être indépendantes, du coup il leur est impossible de prétendre à prendre la direction d'un soulèvement contre le régime, ce rôle revient à la classe ouvrière puisqu'il n'existe pas d'autres classes qui pourraient l'assumer. Et comme la classe ouvrière est très hétérogène, compte tenu que seules ses couches les plus défavorisées ou inférieures n'ont rien à perdre et sont susceptibles d'incarner la rupture avec le capitalisme, mais qu'elles n'ont pas les moyens de l'exprimer consciemment pour entraîner dans son combat toutes les autres couches du prolétariat, pour représenter leurs intérêts ainsi que ceux de toutes les couches d'exploités et d'opprimés,

elles ont besoin d'un parti qui les incarne consciemment, qui incarne leur unité, dans lequel se rassembleront l'ensemble de ses éléments les plus déterminés, combatifs, les plus évolués, les plus conscients, qui aura pour tâche de les aider à lever tous les obstacles qui se dresseront sur le chemin qui les mènera à la prise du pouvoir, de les guider tout au long du processus révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.

### **Une réflexion politique sur les stratégies de nos ennemis.**

Les différentes puissances impérialistes sont en situation de concurrence les unes avec les autres. Quel que soit le rang qu'elles occupent sur le plan économique ou militaire, elles partagent le même ennemi : Le prolétariat mondial. De plus, toutes doivent faire face aux contradictions qui sapent la survie du capitalisme, donc leur propre existence. Elles ont conçu différentes stratégies pour contenir à la fois le prolétariat mondial et les contradictions du capitalisme, mais toutes à terme s'avèrent inopérantes ou vouées à l'échec, ce qui les oblige à d'incessants recadrages, quitte parfois à en changer radicalement quand elles se retrouvent au bord du gouffre, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pour autant, on sait que pour contrecarrer les contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme et mettent en péril sa survie, retarder le moment où ils ne pourront plus cacher plus longtemps qu'il est effectivement en faillite, ils n'ont pas d'autres alternatives qu'accroître toujours plus la rationalisation et la concentration de la production, des capitaux qui se retrouvent entre les mains de quelques millions de riches à hyper riches sur une population totale qui dépasse 7,4 milliards d'êtres humains, mécanisme qui inexorablement contribue à amplifier ces contradictions jusqu'à les rendre insoutenables sur le plan social.

Sur le plan politique, cela devait se traduire par leur emprise croissante sur tous les Etats, et tous les peuples seraient privés de tout droit politique par l'intermédiaire d'une législation internationale qui leur serait imposée par le biais d'institutions supranationales antidémocratiques à l'échelle mondiale ou continentale, ONU, UE, Otan, etc. pour aboutir à un mode de gouvernance autoritaire et ouvertement antidémocratique qui serait rejeté par tous les peuples, qui précipiterait à son tour une crise politique qui combinée à une crise sociale quasi mondiale prendrait une tournure imprévisible ou incontrôlable, aucun peuple ne se résignant à accepter le sort épouvantable qu'ils leur avaient réservé.

D'un côté les capitalistes sont voués à se livrer à une guerre impitoyable, de l'autre, ils sont condamnés à s'entendre, mais pas dans n'importe quelle condition, reste à savoir ceux qui demeureront en vie, ceux qui seront absorbés et ceux qui seront voués à se sacrifier ou à disparaître.

Depuis le début des années 90, c'est la combinaison d'un contexte international et de conditions intérieures favorables qui a permis à l'oligarchie anglo-saxonne de recourir à une autre stratégie et à des procédés de type mafieux qui sont étrangers aux lois de fonctionnement du capitalisme en toute impunité, pour accroître démesurément et légalement sa fortune et son pouvoir politique, ainsi qu'influer sur le cours de la situation mondiale, uniquement à son profit et au détriment de tous les peuples, y compris américain.

Tous les Etats et plus particulièrement ceux des pays les plus développés ont été sommés de cesser de financer des programmes sociaux, de réduire leurs dépenses publiques, de cesser de financer les infrastructures destinées à la population ou les privatiser, de socialiser les dettes des banquiers, de transférer leur souveraineté à des institutions supranationales, d'accroître leurs dettes envers les créanciers internationaux, d'accroître l'imposition des classes moyennes ainsi que les taxes, en créer de nouvelles, de baisser les impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises, de déréguler le marché du travail, de fermer les yeux sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, de faire preuve de mansuétude envers ceux qui pratiquaient l'optimisation fiscale, d'augmenter leurs dépenses militaires, etc.

Ce programme de guerre engagé par l'oligarchie financière contre la classe ouvrière et les classes moyennes s'est soldé par de gigantesques inégalités sociales et la paupérisation croissante du prolétariat et des couches inférieures des classes moyennes, la généralisation de la précarité sociale, un chômage de masse, la fragilisation ou la décrépitude de nombreuses infrastructures, le tout alimenté par une propagande identitaire ou communautariste destinée à créer un climat nauséabond de haine, de violence aveugle et de pogromes, de déstabilisation permanente, de délation et de guerre civile larvée, le summum de la terreur étant atteint en recourant à des attentats pipocés à l'union nationale avec leurs bourreaux.

Ce programme fut tellement bien appliqué à la lettre par ceux qui ont gouverné depuis 30 ans ou plus selon les pays, trop bien semble-t-il, que quel que soit le parti au pouvoir, son côté répétitif, son aspect systématique ont fini par être repérés même par les moins évolués, qui commencent à réaliser qu'il a été conçu sciemment dans l'unique but de nuire à leurs intérêts ou de les asservir, et qui en viennent au fil du développement de la lutte des classes à se demander comment s'en débarrasser une fois pour toute.

Cela avait de quoi inquiéter les oligarques qui se sont dits qu'il fallait se ressaisir et changer de stratégie pour affronter la classe ouvrière et les classes moyennes. Ils avaient cru jusque là qu'ils pourraient aller au bout de leur logique sans encombre, que la guerre psychologique et idéologique qu'ils menaient contre les masses exploitées suffiraient pour neutraliser leur capacité de résistance et atteindre leurs objectifs, mais ils ont sous-estimé au moins deux facteurs, le premier étant qu'elles ne se résigneraient jamais au sort qu'ils leur avaient réservé, et que leur condition étant devenue insupportable elles finiraient un jour par se soulever, le second étant qu'elles ont atteint un niveau d'instruction nettement supérieur à celui d'autrefois quand le prolétariat était illettré ou presque, qui combiné aux moyens d'information dont elles disposaient les aideraient à développer les facultés qui leur faisaient défauts pour acquérir un esprit critique qu'elles mettraient à profit pour commencer à prendre leur distance avec le régime ou à prendre conscience de sa nature jusqu'au jour où elles seraient devenues hermétiques à tout argument et le rejetteraient en bloc. En fait, les instruments qu'ils avaient mis à la disposition des masses pour mieux les contrôler allaient se retourner contre eux. De la même manière qu'elles allaient finir par comprendre quel rôle tenaient le mouvement ouvrier et les médias au côté du régime qui les opprimait. Ceux qui se présentent comme des partenaires sociaux sont par définition liés ou associés aux représentants du régime qu'ils rencontrent, ils en sont les complices, les agents au sein du mouvement ouvrier et rien d'autres. Que les masses les perçoivent ainsi témoigne de leur maturité au moins sur ce point, à juste titre. Reste qu'elles ne peuvent pas se passer du mouvement ouvrier organisé, de son expérience, de ses précieux enseignements pour mener leur lutte jusqu'au bout, mais c'est un autre sujet qu'on a déjà abordé.

Les oligarques pensaient qu'en instaurant un régime de terreur et de chaos ils parviendraient à leurs fins, et ils se sont trompés. Cela dit, ils n'ont pas abandonné pour autant leur objectif d'instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui serait tout aussi terrifiant, parce que c'est pour ainsi dire dans les gènes du capitalisme, dans sa nature, c'est l'idéal monstrueux vers lequel il tend selon le processus dialectique auquel ses lois sont obligées de se plier, il en est prisonnier, et il devra en périr et nous avec si on ne stoppe pas ce processus à temps, ou plutôt, si on ne l'oriente pas dans une autre direction.

S'apercevant que leur rouleau compresseur avait des ratés ou qu'il n'était pas infaillible, ils tentent de se rabattre sur une autre stratégie tout aussi dangereuse pour nous. Car du coup, si la stratégie des néolibéraux enragés pouvait conduire à une nouvelle guerre mondiale à défaut de parvenir autrement à neutraliser définitivement la lutte des classes, la stratégie adoptée par Trump et son clan peut très bien l'avoir déjà intégrée dans son programme. Comment cela ? C'est simple à comprendre, dans la mesure où la crise du capitalisme et la lutte des classes dès lors qu'on les laisse se développer naturellement y conduisent tout simplement, on en a fait l'expérience à deux reprises au cours du XXe siècle, on ne peut donc pas l'ignorer. Donc ce n'est pas étonnant que Trump joue aussi la carte de l'extrême droite, de la même manière que Poutine si vous avez lu ou observé attentivement les titres des articles qui sont publiés par les agences de presse russes. Dans ces conditions, sans m'avancer davantage car je manque d'éléments pour le pronostiquer, il ne serait pas étonnant que d'ici peu, peut-être peu de temps après la réélection de Trump s'il était réélu, ils se produisent une gigantesque crise financière (programmée) qui ravagerait l'économie mondiale et précipiterait les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, à moins que ses adversaires en prennent l'initiative avant la fin de son mandat pour lui en faire porter la responsabilité, ce qui pour nous ne changerait pas grand chose, comme dirait l'autre, c'est dans l'ordre des choses malheureusement.

Ils escompteraient comme chaque fois en être les uniques bénéficiaires, ce qui leur permettraient d'imposer en douceur sur un océan de douleur leur gouvernance mondiale, les Etats ayant failli à empêcher cette guerre, leur pouvoir déjà réduit à une peau de chagrin s'évanouirait pour de bon au profit d'institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie qui gouverneraient le monde et la boucle du néolibéralisme, du totalitarisme serait bouclée.

Le but de cette guerre serait donc de réunir les conditions pour instaurer leur nouvel ordre mondial, conditions impossibles à réunir autrement, incroyables, qu'on ne pouvait pas imaginer autrement, de la même manière qu'il a fallu que le mouvement ouvrier soit complètement pourri pour que d'utopie l'Union européenne deviennent une réalité, sans cette condition l'UE n'aurait jamais vu le jour ou elle serait

demeurée à l'état embryonnaire. Il y en a qui s'imaginent que tous ces rapports seraient immuables, et sur un ton catégorique ils vous sortent que ceci ou cela ne se réalisera jamais pour l'éternité, ce sont des crétins qui ne savent pas lire ou qui n'ont rien appris !

Cela étant, si cette stratégie favorise le développement de la lutte des classes au lieu de chercher à l'étouffer, non sans arrière-pensées comme on l'a signalé précédemment, tout du moins pour un temps, en lui accordant un sursis, la question déterminante est de savoir si nous saurons en profiter ou non, nous n'aurons plus d'autres occasions, après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus tôt possible, un conseil d'ami.

En conclusion, la stratégie du clan Clinton-Obama-Soros consiste à étouffer la lutte de classe, tandis que celle du clan de Trump serait de l'écraser, donc dans les deux cas en recourant au fascisme, Macron était le candidat et l'exécutant du premier clan, Le Pen celui du second. En pratique, dans pratiquement tous les domaines leur deux méthodes vont se combiner, ainsi les uns et les autres pourront continuer de tenir un double langage et de s'accuser mutuellement au détriment des naïfs qui les écouteront.

Certains lecteurs ont peut-être cru que j'avais des illusions dans Trump ou que je cherchais à le ménager, quelle connerie franchement ! J'ai toujours su de quelle peste mortelle il était porteur, mais en même temps j'avais détecté la faille ou la faiblesse qui existait dans sa stratégie, et je me suis dit que si nous étions capables de nous y engouffrer on pourrait la faire éclater et vaincre notre ennemi, je n'ai jamais été animé par une autre intention, en doutez-vous ? Je peux me tromper, c'est certain, mais au moins une chose est sûre, c'est que je suis aussi incorruptible et par les temps qui courent, c'est rare !

### **Questions aux naïfs.**

Le "sort de plusieurs centaines de milliers de sans-papiers arrivés aux Etats-Unis" inquiète (Les démocrates porte-parole des milliardaires, les oligarques philanthropes, les dirigeants des entreprises cotées à Wall Street, bref, les bonnes consciences en tout genre... - LVOG), selon l'AFP le 28 décembre 2018.

Croyez-vous sincèrement qu'ils en ont quelque chose à foutre du sort de ces "sans-papiers" comme des autres dans d'autres pays comme la France par exemple ? Bien sûr que non.

Et tout le reste est à l'avenant.

Alors pourquoi vous compromettez-vous en participant à toutes leurs campagnes identitaires ? Avez-vous tant besoin de cela pour vous faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche ? N'y aurait-il décidément rien d'autre qui permettrait de vous distinguer de la droite ou de l'extrême droite ?

C'est navrant mais révélateur, car il n'y a qu'une seule chose que la droite et l'extrême droite ne pourront jamais s'accaparer, revendiquer, récupérer que les militants devraient mettre en avant mais à laquelle ils ne pensent pas : Le socialisme scientifique, c'est-à-dire, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, la collectivisation des moyens de production et de répartition des richesses, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, perspective qu'apparemment ils ont abandonnée.

C'est aussi tout ce qui nous sépare.

Du coup, vous vous condamnez à combattre dans le mauvais camp ou contre votre camp.

Autre constat qui témoigne du degré de dégénérescence du mouvement ouvrier.

Autrefois quand des provocateurs ou des agents de l'ennemi s'infiltraient dans le mouvement ouvrier ou tendait de l'influencer pour qu'il modifie son orientation, une fois repéré il était chassé sans ménagement, maintenant qu'ils peuvent agir de l'extérieur, on les encense ! Bravo !

### **Censuré par le blog Les Crises pour avoir osé traité E. Todd d'infantilisme.**

- Il faut distinguer les blogs ou portails qui sont principalement consacrés à informer et fournir des analyses aux lecteurs, le Réseau Voltaire par exemple, de ceux qui prétendent délivrer le même service et qui en

réalité se livrent à de la propagande en faveur du régime, généralement ils avancent déguisés ou masqués en médias indépendants ou leurs auteurs affirment être apolitiques, le blog Les Crises par exemple, vous pouvez ajouter Mediapart.

Si leur humanisme est la politesse des salauds, leur conception de la liberté d'expression ou de la démocratie aussi !

### **Des militants du POID ne supportent plus la position de leurs dirigeants sur les "gilets jaunes"**

Rappel, dès le départ le POID a caractérisé ce mouvement d'extrême droite pour ensuite tenir un double langage.

S'ils en viennent à laisser passer ce genre de commentaires, c'est parce qu'ils sont trop nombreux, histoire de relâcher la pression qui pèse sur eux et de garder le contrôle de leurs troupes. Chaque fois qu'une crise éclate dans un parti, sa direction ou son appareil cadennasse pour éviter que cela s'ébruite, en vain, des infos parviennent toujours à filtrer ou ils ouvrent un peu les vannes...

Extrait de commentaires. Je ne peux pas en publier davantage, ma connexion se bloque, peut-être parce que je ne suis pas abonné à Facebook ou mon navigateur n'a pas été actualisé.

- **Michael Clément.** Moi perso j'ai aussi un problème avec la manière dont sont traités les GJs dans la tribune des travailleurs. Et quand j'en parle autour de moi je ne suis pas le seul abonné et membre du POID que ça dérange (Surtout les articles de Gluckstein )

Pour ainsi dire je ne la propose plus aux gens que je viens de rencontrer car je ne veux pas que ça donne une mauvaise image du journal.

A mon avis la TT va perdre des abonnés si ça continue.

LVOG - La TT, c'est la Tribune des travailleurs, l'hebdomadaire du POID.

- **Arnaud Marie.** Hypocrites...vous passez votre temps à casser du gilet jaune dans les pages de la TT.

Dès que j'ai cinq minutes, je résilie mon abonnement (après au moins 10 ans)

LVOG - La TT n'existe pas depuis 10 ans...

Réponse de la Tribune des Travailleurs

Extraits.

TT - Je ne vois pas , où dans la TT , on ne cesse de "casser" du gilet jaune ..... Certains trouvent même qu'on n'en parle pas assez .....

TT - Après , Armand , tu fais ce que tu veux ...

- Tout se discute, vraiment, vérifions-le immédiatement.

LVOG - On vous accorde le droit suprême "de ne pas être d'accord" parce que vous n'en aurez aucun autre !

TT - Pour ce que tu dis, tu as parfaitement le droit de ne pas être d'accord, je répète, tout se discute.

LVOG - Pas ici, pas maintenant, plus tard, ailleurs... jamais !

TT - cela nécessite des discussions entre nous dans les instances pas sur facebook, nous sommes un parti pas un réseau social.

LVOG - On aura compris que le POID utilise uniquement Facekook comme un instrument de propagande, comme tous ses autres supports, journal, revue théorique, tract, etc. et non pour élever le niveau de conscience des militants et des travailleurs, cela n'intéresse pas ses dirigeants...

... jamais !

TT - Je le répète, tout se discute.

LVOG - Tu as le droit de t'exprimer avec eux à huis clos, à leurs conditions, question : Que craignent-ils donc tant ici ?

TT - ...c'est parfaitement ton droit de le penser et de l'exprimer mais je t'invite à le faire dans les instances, et en écrivant directement au journal, la page facebook n'est pas une AG publique de militants ni une réunion interne.

LVOG - La fausse modestie pour finalement nous dire que ses dirigeants ne se trompent jamais, merci on le savait depuis longtemps !

TT - Des travailleurs qui adhèrent au POID, d'autres qui la quittent, cela a toujours existé, ce n'est pas en soi une preuve qu'il se trompe.

LVOG - Vous avez toujours raison, d'ailleurs vous n'avez cessé de faire la démonstration... du contraire !

TT - Nous progressons beaucoup en nombre de militants et en abonnés, mais là encore cela ne prouve pas forcément que nous avons raison.

LVOG - Tiens donc, alors qu'en réalité la situation devient de plus en plus claire, sauf pour ceux pour laquelle elle demeurera toujours obscure et "complexe". Et puis comprenez, si "la situation actuelle est complexe" pour des dirigeants d'un parti, alors imaginez un instant ce qu'elle est pour vous qui n'êtes qu'un vulgaire travailleur ou militant de base : inabordable, alors fermez-la ou cessez vos critiques infondées !

TT - La situation actuelle est complexe, rien ne coule de source.

LVOG - Ce genre d'argument pouvait encore se discuter il y a quelques décennies en arrière, mais plus maintenant où tout le monde est surinformé, là ils le prennent pour un abruti ! - "...ce qu'il est juste de dire un jour, il n'est pas forcément juste de le dire de la même manière 8 jours plus tard."

LVOG - Et voilà qu'ils lui donnent une leçon... en avouant qu'ils ne savent pas trop quoi en penser eux-mêmes !

TT - "Donc, attention, lorsque les événements s'accélèrent il est d'autant plus important d'en discuter entre-nous car rien ne coule de source pour personne".

LVOG - Ils ont l'art de vous faire croire qu'ils pourraient tenir compte de vos arguments, je ne parle pas de vos conclusions qu'ils n'écouteront même pas, alors qu'ils s'en foutent éperdument.

Ils n'acceptent de discuter que sur la base des faits ou des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés et qui correspondent à leurs positions, leur ligne politique, leurs objectifs politiques, qui vous échapperont ou que vous ignorerez si vous ne connaissez pas leur histoire, si vous ne vous posez pas de question sur les rapports qu'ils entretiennent ou ont entretenus avec les différents acteurs institutionnels depuis que leur courant politique existe, le courant trotskyste lambertiste qui renvoie au début des années 50, un courant demeuré groupusculaire...

**C'est dommage d'être passé à côté d'une telle occasion, nos victoires sont si rares, même quand elles ont un goût amer.**

Au fait, avez-vous célébré l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie, quel parti ouvrier l'a célébré ? Aucun. Bon, on sait pourquoi, on vient de le dire.

J'ai envoyé mes vœux au fondateur du Réseau Voltaire, le journaliste Thierry Meyssan, que je considère comme le géopoliticien le plus fameux de notre époque. Voici le bref échange que nous avons eu sur la Syrie où il vit.

LVOG - A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintégrera ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui œuvrait au côté des Américains.

T.M. Deux remarques :

- Il paraît difficile pour les membres du YPG de réintégrer directement la Syrie après avoir proclamé leur indépendance. Il se pourrait que des milices irakiennes chiites viennent à leur secours face aux Turcs; que les uns et les autres baissent les armes; et que ces milices pro-Iran restituent alors le territoire à la Syrie.

- Les membres du YPG ne peuvent pas disposer d'autonomie car ce territoire était avant la guerre majoritairement arabe. Certes le YPG a pratiqué un intense nettoyage ethnique, mais ce n'est pas acceptable. Les Kurdes, comme toutes les minorités syriennes, sont représentées dans l'administration et l'armée sans être rattachés à un territoire.

Et une incidente :

- le YPG a certes combattu les jihadistes jusqu'en 2014, mais il n'a pas tardé à laisser tomber la Syrie et la Russie pour faire allégeance aux USA. Etrange retournement ! A partir de ce moment, il a participé à la Coalition anti-Daesh qui n'a pas combattu Daesh, juste fait semblant. Et lorsque Raqqa est tombé, le YPG a incorporé tous les membres de Daesh qui le souhaitaient dans les FDS (Forces démocratiques syriennes). C'est l'histoire de mercenaires qui sont congédiés par leur employeur, pas d'un peuple en lutte pour son indépendance.

**En complément : Le pseudo-Kurdistan (Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux par Thierry Meyssan 25.12.2018)**

Extrait. Le projet occidental de création d'un État colonial au Nord-Est de la Syrie qui serait attribué aux Kurdes ne verra pas le jour. Au demeurant de moins en moins de Kurdes le soutenaient, considérant que cette conquête serait comparable à la proclamation unilatérale d'un État, Israël, par les milices juives, en 1948.

Ainsi que nous l'avons souvent expliqué, le Kurdistan n'est légitime que dans les frontières qui lui furent reconnues en 1920 par la Conférence de Sèvres, c'est-à-dire dans l'actuelle Turquie et pas ailleurs [5]. Les États-Unis et la France envisageaient, il y a quelques semaines encore, de créer un pseudo-Kurdistan en terre arabe et de le faire administrer sous mandat de l'Onu par l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner [6].

[5] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[6] « Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie », Réseau Voltaire, 10 décembre 2018.

LVOG - Cette mise au point, qui n'est pas la première de monsieur Meyssan met à mal la version falsifiée à laquelle s'accroche le mouvement ouvrier français qui n'a cessé de prendre fait et cause pour la cause nationale kurde, l'identité kurde, l'indépendance kurde, etc. alors que les kurdes sont intégrés dans les différents pays où ils sont présents et participent à leurs institutions, ils bénéficient des mêmes droits que le reste de la population.



Certes leur situation n'est pas idéale, mais en dehors des couches qui constituent la ou les classes dominantes dans ces pays, l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie, quelle communauté, quelle classe peut se prévaloir de s'épanouir librement, aucune, tout comme en France ou dans n'importe quel pays dans le monde, à l'exception toutefois de quelques-uns comme les Etats-Unis ou Israël où règne la ségrégation raciale ou l'apartheid.

Au fait, les "gilets jaunes", le prolétariat rural des différentes régions françaises réclament-ils l'indépendance de la Bretagne, de la Lorraine, de la Picardie, de la Savoie ?

### **Les social-démocrates fidèles à eux-mêmes.**

"C'est épouvantable pour les Kurdes, qui ont été formidablement courageux dans la lutte contre Daech", a réagi l'ex-ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2002, Hubert Védrine (PS), mercredi 26 décembre sur France Inter.

"L'échec des Français et des Américains dans l'affaire syrienne laisse le champ libre à la Russie, qui a empêché la chute finale du régime de Damas, aux Iraniens, qui poussent leurs pions dans toute la région, ainsi qu'aux Turcs", a-t-il insisté. "La seule espérance, c'est que la Russie soit assez embarrassée d'être coincée dans cette affaire, avec les Iraniens, et recherche un appui", a conclu Hubert Védrine. Franceinfo 26.12

### **La région, n'était-elle pas plus "stable" avant que la France et d'autres puissances occidentales se chargent de la déstabiliser ou la livrer au chaos et à la barbarie ?**

- Retrait programmé de l'armée américaine de Syrie : les Kurdes se cherchent de nouveaux protecteurs - Franceinfo 26.12

"La France doit prendre ses responsabilités, plaide Gabriel Kino, porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance majoritairement kurde créée et armée par Washington. "La France fait partie de la coalition comme la Grande-Bretagne et d'autres pays. Ils doivent assurer la protection et la stabilité de cette région que nous avons libérée ensemble de Daech", estime-t-il. Franceinfo 26.12

Aucun soutien au FDS, l'intégralité du territoire syrien doit repasser sous le contrôle de la République arabe syrienne !

### **- Inquiets, les Kurdes syriens se tournent vers Moscou et Damas - Reuters 27 décembre 2018**

Alarmés par la décision de Washington de retirer les 2.000 militaires américains présents en Syrie, les dirigeants kurdes syriens, dont les milices tiennent une bonne partie du nord de ce pays, demandent à la Russie et à son allié, le régime de Damas, d'envoyer des forces à la frontière afin d'éloigner la menace d'une offensive turque.

Des responsables kurdes du nord de la Syrie, qui se sont rendus à Moscou la semaine dernière, doivent se rendre de nouveau en Russie, avec l'espoir que le Kremlin incite Damas à "assumer son devoir de souveraineté", a déclaré à Reuters le plus haut responsable politique kurde syrien, Aldar Xelil.

"Nos contacts avec la Russie, ainsi qu'avec le régime [de Damas] visent à trouver des mécanismes clairs pour assurer la protection de la frontière nord", a dit Aldar Xelil, artisan des projets d'autonomie du nord de la Syrie. "Nous souhaitons voir la Russie jouer un rôle important pour favoriser la stabilité", a-t-il ajouté.

Le président syrien Bachar al Assad, qui contrôle de nouveau la majeure partie de la Syrie grâce à l'aide de ses alliés - Russie, Iran, Hezbollah libanais - s'est engagé à récupérer les territoires aux mains des FDS. Ces régions, riches en pétrole, en eau douce et en terres agricoles, sont jugées importantes pour la reconstruction de la Syrie.

La responsable kurde syrienne Ilham Ahmed, qui a eu des discussions cette année avec Damas, assure que les contacts avec le régime syrien n'ont jamais cessé.

"Nous sommes actuellement en train de lancer une nouvelle initiative", a-t-elle déclaré mercredi à Rakka, lors d'une réunion avec des responsables des tribus. "Nous allons par tous les moyens tenter de faire pression sur le régime pour qu'il trouve un règlement politique, afin que nous conservions notre dignité de citoyens syriens", a-t-elle continué. Reuters 27 décembre 2018

La capitulation sans condition, la dissolution du FDS, le désarmement des milices kurdes, le rétablissement des principes républicains bafoués par le YPG !

### **- À la demande des Kurdes pro-US, l'Armée arabe syrienne entre à Manbij - Réseau Voltaire 28 décembre 2018**

La ville de Manbij, dans le gouvernorat d'Alep, était occupée de 2014 à 2016 par Daesh. Elle a été libérée par les Kurdes pro-US soutenus par la Coalition internationale. En juin 2018, les États-Unis ont confié la gestion de la ville au « Conseil militaire de Manbij » et y ont organisé des patrouilles communes avec la Turquie.

Bien qu'elles se réclament du « communalisme libertaire » de l'anarchiste états-unien Murray Bookchin, les autorités de Manbij ont mis en œuvre une politique de kurdisation forcée de la ville. Celle-ci n'était initialement qu'à un quart kurde, cependant l'enseignement en arabe fut interdit. Les arabes, les assyriens et les tcherkesses furent largement discriminés et spoliés.

Depuis l'annonce du retrait des Forces US de Syrie, la Turquie a planifié une opération militaire contre les Kurdes pro-US. Ceux-ci ont d'abord appelé la France au secours, puis ne voyant rien venir, se sont tournés vers Damas. Les Kurdes pro-US ont demandé que les troupes syriennes se déploient d'abord à Manbij, puis dans l'ensemble du Nord-Est de la Syrie, au-delà de l'Euphrate.

Cependant des turkmènes se sont exprimés pour être libérés de la dictature des Kurdes pro-US non pas par la Syrie, mais par la Turquie.

Le 28 décembre 2018, l'armée arabe syrienne est entrée à Manbij et a hissé le drapeau de la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

### **- Face à la menace turque, les Kurdes s'en remettent à Al-Assad - Liberation.fr 29 décembre 2018**

L'armée régulière syrienne a progressé vendredi dans le nord du pays, autour de Minbej, jusque-là contrôlé par les Kurdes. Ceux-ci redoutent une offensive turque depuis le retrait des troupes américaines.

D'après les informations de l'AFP, il semble que les 300 combattants du régime d'Al-Assad soient restés en bordure de la ville, bien que Damas ait affirmé y avoir déployé le drapeau national. «Un vrai coup de théâtre», selon Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Liberation.fr 29 décembre 2018

### **- L'agence Anadolu publie la carte de l'occupation militaire française de la Syrie - Réseau Voltaire 28 décembre 2018**

L'agence turque officielle, Anadolu, a publié la carte des bases militaires de l'armée d'occupation française en Syrie.

Depuis le début de l'opération anglo-saxonne contre la Syrie, en 2005, et particulièrement depuis le début des opérations militaires, en 2011, la France espère rétablir un mandat sur son ancienne colonie. Ce projet avait été explicité par le président François Hollande lors d'un voyage aux Nations unies à New York.

Selon cette carte à jour au 28 décembre 2018, il existe neuf bases militaires secrètes françaises, dont une dans le gouvernorat d'Alep, au Nord de Manbij. Or, les Kurdes pro-US viennent d'appeler Damas au secours face à l'armée turque. Actuellement, les troupes syriennes prennent le contrôle de la région aux côtés des Kurdes pro-US. Les forces françaises vont rapidement se trouver encerclées par leurs alliés d'hier. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

## **- La Ligue arabe se prépare à réintégrer la Syrie - Réseau Voltaire 26 décembre 2018**

Au Caire, la Ligue arabe se prépare à réintégrer la République arabe syrienne qu'elle avait exclue en 2011, en violation de ses propres statuts.

La Syrie est un des membres fondateurs de la Ligue. Elle en avait été exclue à la demande du président Barack Obama au prétexte d'être une dictature réprimant son peuple, en réalité dans le cadre d'une opération secrète visant à anéantir ses structures étatiques.

Fin 2011, la Ligue arabe avait accepté d'envoyer en Syrie une mission d'observation pluraliste composée de personnalités de chaque État membre. Ayant eu l'opportunité de voyager partout et de rencontrer aussi bien les responsables gouvernementaux que les leaders de l'opposition, cette délégation avait été la seule et unique source crédible de la situation du pays. Dans un rapport d'étape, elle avait affirmé qu'il n'y avait pas de révolution dans le pays, mais une attaque étrangère. Furieux, le Qatar, qui avait alors acheté à la Palestine la présidence annuelle de la Ligue, avait payé 1 milliard de dollars au Soudan pour qu'il rappelle le chef de la mission. Celle-ci fut alors dissoute. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme, une association des Frères musulmans britanniques alimentée par le MI6 devenait alors la source unique des médias occidentaux et du Golfe.

Aucune motion n'a été déposée pour le moment en vue de la réintégration de la Syrie, mais le personnel égyptien réinstalle les drapeaux de la République arabe syrienne au siège de la Ligue.

Le 16 décembre 2018, le président soudanais Omar el-Béchir était venu rencontrer son homologue syrien, Bachar el-Assad, à Damas. Il représentait à la fois les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar. À l'issue de son déplacement, le président US, Donald Trump, annonçait le retrait des troupes états-uniennes de Syrie.

Les Émirats arabes unis devraient prochainement rouvrir leur ambassade à Damas. L'Arabie saoudite devrait également financer une partie des 400 milliards de dollars nécessaires à la reconstruction.

En définitive, à l'issue de six années de résistance suivies de sept années de guerre, « Bachar n'est pas parti » et presque plus personne au Moyen-Orient élargi pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tourné ». Réseau Voltaire 26 décembre 2018

*"Presque plus personne (...) pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tourné »", il n'y a que les manipulateurs professionnels du mouvement ouvrier qui continueront de soutenir cette version frauduleuse, ainsi que les historiens et autres universitaires histoire de donner un gage de confiance aux représentants du régime.*

### **Confirmation dès le lendemain.**

## **- Les Emirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas - Reuters 27 décembre 2018**

Les Emirats arabes unis (EAU) ont rouvert jeudi leur ambassade à Damas, une victoire diplomatique pour le régime de Bachar al Assad.

Ce mois-ci, le président soudanais Omar al Bachir a été le premier chef d'État arabe à se rendre à Damas depuis le début du conflit syrien.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe en 2011, au début de la guerre civile. Interrogé en avril par le journal Al Baïan, Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de l'organisation, a jugé que cette suspension avait été "très hâtive". Le Parlement mis sur pied par la Ligue s'est prononcé récemment pour sa réintégration.

Un diplomate arabe a déclaré à Reuters la semaine dernière, sous le sceau de l'anonymat, qu'à son avis la plupart des pays arabes souhaitaient la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe. A l'en croire, trois ou quatre États seulement y sont opposés. Reuters 27 décembre 2018

### **En complément.**

## **- Remaniement surprise en Arabie saoudite: nouveau chef de la diplomatie - AFP 28 décembre 2018**

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a remanié jeudi son gouvernement, choisissant notamment un nouveau chef de la diplomatie, quelques mois après l'affaire Khashoggi dont le royaume continue de subir les retombées.

Ancien ministre des Finances, Ibrahim al-Assaf a été nommé chef de la diplomatie. Il remplace Adel al-Jubeir, qui avait été nommé à ce poste en avril 2015 par le défunt roi Abdallah, disparu il y a quatre ans.

Le remaniement permet au prince héritier Mohammed ben Salmane, qui tient de facto les rênes du pays, à "consolider son pouvoir", une bonne partie des nouveaux arrivants figurant parmi ses "alliés clés", a noté sur Twitter Ali Shihabi, à la tête de la Fondation Arabia, souvent présentée comme proche du pouvoir saoudien. AFP 28 décembre 2018

## **Quelques enseignements de la lutte de classe en France entre 1848 et 1850.**

### **Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels**

Extrait. Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions précédentes, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme.

Le peuple n'est point comme en Février sur les barricades chantant Mourir pour la patrie \* - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu pour eux toute signification. La Marseillaise et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, avec le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle; les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à la vie et à la mort, et devant la gravité terrible de cette lutte le vif esprit français lui-même se tait.

### **Le 24 juin 1848.**

Extrait. Ce qui frappe le plus dans ce combat désespéré, c'est la fureur avec laquelle se battaient les « défenseurs de l'ordre ». Eux, qui, auparavant, avaient des nerfs si sensibles pour chaque goutte de « sang bourgeois », qui avaient même des crises de sentimentalité à propos de la mort des gardes municipaux du 24 février, ces bourgeois abattent les ouvriers comme des animaux sauvages. Dans les rangs de la garde nationale, à l'Assemblée nationale, pas un mot de compassion, de conciliation, pas de sentimentalité d'aucune sorte, mais bien une haine qui éclate avec violence, une fureur froide contre les ouvriers insurgés. La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. Qu'elle soit pour l'instant victorieuse ou qu'elle ait immédiatement le dessous, les ouvriers exerceront contre elle une terrible vengeance. Après une lutte comme celle des trois journées de Juin, seul, le terrorisme est encore possible, qu'il soit exercé par l'un ou l'autre des partis.

### **Le 25 juin 1848.**

Extrait. La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine. Les bourgeois ont répandu l'assertion absurde que, pour les ouvriers qu'ils avaient eux-mêmes acculés de force à l'insurrection, il ne s'agissait que de pillage, d'incendie et d'assassinat, que c'était une bande de brigands qu'il fallait abattre comme des bêtes sauvages. Et, cependant, les insurgés avaient occupé pendant trois jours une grande partie de la ville et s'y étaient comportés d'une façon tout à fait convenable. S'ils avaient employé les mêmes moyens violents que les bourgeois et les valets des bourgeois commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.

La façon barbare dont les bourgeois procédèrent dans cette lutte ressort de tous les faits isolés. Sans parler de la mitraille, des obus, des fusées incendiaires, il est établi qu'on ne fit aucun quartier dans la plupart des barricades prises d'assaut. Les bourgeois abattirent sans exception tout ce qu'ils trouvèrent devant eux. Le 24 au soir, plus de 50 insurgés prisonniers furent fusillés sans autre forme de procès dans l'avenue de

l'Observatoire. « C'est une guerre d'extermination », écrit un correspondant de L'Indépendance belge, qui est elle-même une feuille bourgeoise. Sur toutes les barricades on croyait que tous les insurgés sans exception seraient massacrés. Lorsque La Rochejaquelein déclara à l'Assemblée nationale qu'il fallait faire quelque chose pour contrecarrer cette croyance, les bourgeois ne le laissèrent pas achever et firent un tel vacarme que le président dut se couvrir et interrompre la séance. Lorsque M. Sénard lui-même voulut prononcer plus tard (voir plus loin la séance de l'Assemblée) quelques paroles hypocrites de douleur et de conciliation, le vacarme recommença. Les bourgeois ne voulaient pas entendre parler de modération. Même au risque de perdre une partie de leur fortune par le bombardement, ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec les ennemis de l'ordre, les brigands, incendiaires et communistes. (...)

La bravoure avec laquelle les ouvriers se sont battu est vraiment admirable. Trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre plus de quatre-vingt mille hommes de troupe et cent mille hommes de garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui n'ont pas honte d'employer les moyens algériens ! Ils ont été écrasés et, en grande partie, massacrés. On ne rendra pas à leurs morts les honneurs comme aux morts de Juillet et de Février; mais l'histoire assignera une tout autre place aux victimes de la première bataille rangée décisive du prolétariat.

### **Lénine. Sur la nature de la petite bourgeoisie.**

Extrait. La petite bourgeoisie représentait une autre force sociale d'une importance capitale, mais hésitante, terrorisée par le spectre rouge, influencée par les clameurs élevées contre les « anarchistes ». Rêveuse dans ses aspirations et éprise de rhétorique « socialiste », se qualifiant volontiers de « démocratie socialiste » (jusqu'à ce terme qui est repris textuellement aujourd'hui par les socialistes révolutionnaires conjointement avec les mencheviks !) la petite bourgeoisie craignit de faire confiance à la direction du prolétariat révolutionnaire, sans comprendre que cette crainte la condamnait à faire confiance à la bourgeoisie. Car il ne peut pas y avoir de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classe acharnée, surtout quand cette lutte est inéluctablement aggravée par la révolution. Or, le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne ».

Le prolétariat était la troisième force de classe décisive, aspirant non à une « réconciliation » avec la bourgeoisie, mais à la victoire sur cette dernière, à la progression hardie de la révolution, et ce, sur un plan international. Voilà les circonstances historiques objectives qui engendrèrent Cavaignac. La petite bourgeoisie fut « écartée », par suite de ses hésitations, de tout rôle actif, et mettant à profit la crainte qu'elle avait de se fier au prolétariat, le général Cavaignac, cadet français, entreprit de désarmer les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse.

La révolution se solda par ces fusillades historiques; la petite bourgeoisie, numériquement la plus nombreuse, était et resta politiquement impuissante, à la remorque de la bourgeoisie; trois ans après, la monarchie césariste était restaurée en France sous une forme particulièrement odieuse. » (V. I. Lénine: OEuvres complètes, tome 25, pp. 93-94, Éditions sociales, Paris, 1957).

### **Suite de la mobilisation du 17 novembre ou du mouvement dit des "gilets jaunes".**

#### **Le sort des "gilets jaunes" était scellé d'avance depuis... 1848 ! Confirmation.**

Pour Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, l'équation reste donc difficile : "S'ils ne s'organisent pas, ça va s'essouffler. S'ils se normalisent en parti, ils vont se dénaturer". AFP 28 décembre 2018

#### **Dans la poubelle de la récupération.**

#### **- Elections européennes : le PCF veut s'ouvrir aux Gilets jaunes - LeParisien.fr 27 décembre 2018**

Ils sont très convoités. Le nouveau secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a fait un nouvel appel du pied ce mercredi aux Gilets jaunes pour les élections européennes du 26 mai. LeParisien.fr 27 décembre 2018

### **- Philippot veut conduire une "liste hybride mi-Patriotes mi-gilets jaunes" - AFP 27 décembre 2018**

Le président des Patriotes Florian Philippot veut conduire une "liste hybride, mi-Patriotes mi-gilets jaunes" aux élections européennes, et a déposé la marque "Les Gilets jaunes" à l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi), a-t-il indiqué jeudi à L'Opinion. AFP 27 décembre 2018

### **- "Gilets jaunes" : l'écrivain Alexandre Jardin prêt à aider le mouvement pour les européennes - Franceinfo 27 décembre 2018**

Pas question pour autant d'être candidat, précise le romancier dans les colonnes de "Paris Match", mercredi.

C'est dans ce but qu'il a été convié à une réunion "dans un appartement proche" des Champs-Élysées, à Paris, jeudi 20 décembre, avec "quelques dizaines" de "gilets jaunes".

Il y a quelques jours, c'est le chanteur Francis Lalanne qui annonçait rejoindre le mouvement pour présenter une liste aux européennes. Son nom : le rassemblement Gilet jaune citoyen. Franceinfo 27 décembre 2018

### **Acte VII et plus si affinité ?**

#### **Que prévoient les gilets jaunes pour leur acte VII (et la suite) - Le HuffPost 27.12**

Les gilets jaunes seront de nouveau mobilisés ce week-end, dans la nuit du nouvel an et courant janvier, faute de réponses "suffisantes" du gouvernement à leurs revendications, a appris l'AFP ce jeudi 27 décembre de sources concordantes au sein du mouvement.

"Les gilets jaunes sont toujours aussi mobilisés, a affirmé à l'AFP Laetitia Dewalle, l'une de leurs figures dans le Val-d'Oise. La mobilisation va se poursuivre ces prochains jours, même si le gouvernement a démantelé ces dix derniers jours une grande partie des points de blocages" (rond-points, barrages, péages), a-t-elle ajouté.

Selon plusieurs représentants de ce mouvement très divers, de nouvelles manifestations auront lieu samedi 29 décembre, pour le septième week-end consécutif, à Paris et dans d'autres villes. Des rassemblements et blocages ont ainsi été annoncés dans les régions de Rennes, Marseille et Bordeaux, selon des journalistes de l'AFP.

La page Facebook "Gilets Jaunes Toulouse" appelle ses sympathisants à un "Acte VII: Joyeuses fêtes Macron" dans le centre-ville. En Rhône-Alpes, un appel a été lancé pour bloquer, à partir de vendredi matin, et "pour une durée indéterminée", la raffinerie Total de Feyzin, au sud de Lyon, ainsi que l'Hôtel de Région à Lyon.

Un nouveau rassemblement des gilets jaunes est ensuite attendu la nuit de la Saint-Sylvestre à Paris sur les Champs-Élysées pour "continuer la lutte pacifiquement et de façon festive", selon un groupe Facebook gilets jaunes qui regroupe plusieurs milliers de personnes.

La Mairie de Paris a indiqué jeudi que les festivités prévues ce soir-là sur l'avenue, notamment un "spectacle son et lumière" et un feu d'artifice, étaient maintenues malgré cet appel.

"On est actuellement dans la trêve des confiseurs. Mais les gilets jaunes seront mobilisés la nuit du nouvel an à travers le pays. Pas forcément pour des actions de blocages, beaucoup réveilleront juste ensemble pour montrer que la mobilisation ne va pas s'éteindre avec la nouvelle année", a dit Benjamin Cauchy, une des figures du mouvement dans la région toulousaine.

La mobilisation pourrait d'autant moins s'éteindre que "les gens commencent à réaliser que les annonces faites par le président Macron", notamment lors de son adresse à la nation du 10 décembre, comme la hausse de 100 euros pour les salaires proches du smic, "et le budget 2019" adopté ces derniers jours par le Parlement, "n'ont pas répondu à leurs attentes en matière de pouvoir d'achat", a ajouté Benjamin Cauchy.

Si l'on ajoute un possible mécontentement lié au début du prélèvement de l'impôt à la source, "on pourra se retrouver avec une mobilisation de grande ampleur fin janvier", selon lui.

Les mesures annoncées jusqu'à présent par Emmanuel Macron face à la contestation sont "insuffisantes et sans réelle volonté d'améliorer le niveau de vie des français", a réaffirmé mercredi 26 décembre dans un communiqué Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition réclamant une baisse des prix du carburant à l'origine du mouvement.

Pour dénouer la crise, Priscillia Ludosky et d'autres gilets jaunes mobilisés depuis le début de la contestation à la mi-octobre réclament notamment "une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité" (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements), une baisse "significative" des traitements et salaires des élus et hauts fonctionnaires et la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le HuffPost 27.12

#### - "Gilets jaunes" : trêve ou mobilisation ? - AFP 28 décembre 2018

- À la veille d'une nouvelle journée de mobilisation et comme chaque semaine depuis le début du mouvement, des appels à manifester ont été lancés sur les réseaux sociaux. Sur cette page Facebook, près de 9 000 personnes annoncent qu'elles se rendront à Paris. 60 000 "gilets jaunes" se disent intéressés par la manifestation.

Mobilisation le 31 décembre. Impossible de savoir quelle sera l'ampleur de cette journée d'action.

#### **Totalitarisme. La France est un Etat policier.**

#### - Lanceurs de balles de défense : Beauvau en recommande 1280 - Liberation.fr 27 décembre 2018

Malgré les récents blessés dont une dizaine d'éborgnés et les alertes des ONG, le ministère de l'Intérieur s'apprête à acquérir 1 280 nouvelles armes de type Flash-Ball. Liberation.fr 27 décembre 2018

#### 71 061 - Liberation.fr 27 décembre 2018

C'est le nombre de personnes incarcérées dans les prisons françaises au 1er décembre 2018, a déploré mercredi l'Observatoire international des prisons (OIP), pour qui «un nouveau terrible record a été franchi». Parmi ces détenus, «22 890 sont dans des prisons occupées à plus de 150 %», dénonce l'association fondée en 1990 pour alerter sur les conditions de détention. Citant des chiffres de l'administration pénitentiaire, l'OIP précise que 1 506 détenus dorment par terre et que le taux d'encellulement individuel est de 40 %, «alors que c'est un droit inscrit dans la loi française depuis 1875». Liberation.fr 27 décembre 2018

#### - "Gilets jaunes" : 48 enquêtes ouvertes pour violences policières depuis le 17 novembre - AFP 28 décembre 2018

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la police des polices, a été saisie par la justice de 48 affaires de violences policières présumées lors de manifestations des "gilets jaunes" et des lycéens, a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs de ces affaires avaient trouvé un large écho sur les réseaux sociaux, notamment la vidéo d'un homme en train de se faire rouer de coups par des policiers à Paris le 1er décembre ou celle des lycéens de Mantes-La-Jolie, filmés le 6 décembre mains entravées ou sur la tête, à genoux ou assis au sol, après leur interpellation.

D'autres enquêtes concernent des manifestants blessés après des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD), notamment un "gilet jaune" à Toulouse ou un lycéen à Orléans.

Depuis le début du mouvement le 17 novembre, dix "gilets jaunes" sont décédés et plus de 1.500 ont été blessés, dont une cinquantaine gravement, selon des sources policières. Les forces de police et de gendarmerie, qui ont procédé à plus de 5.500 interpellations et plus de 5.000 gardes à vue, déplorent de leur côté plus de 1.000 blessés. AFP 28 décembre 2018

## **- Charente : trois gardes à vue après la "décapitation" de Macron par des "gilets jaunes" AFP 28 décembre 2018**

Trois "gilets jaunes" ont finalement été placés en garde à vue vendredi 28 décembre, à Angoulême, dans l'enquête sur la "décapitation" d'un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron lors d'un rassemblement de "gilets jaunes"

Les trois hommes ont été entendus au commissariat en tant qu'organisateur de la manifestation.

La préfecture avait signalé "des faits graves", "susceptibles d'être qualifiés pénalement". Elle rappelait que si la manifestation avait fait l'objet d'une déclaration en préfecture, "le détail de son déroulement n'avait pas été précisé".

L'avocat des trois hommes, Me Pierre-Henri Bovis, a regretté ces prises de position donnant à l'affaire un "tournant politico-judiciaire".

Il a estimé que ses clients étaient victimes d'une "lourde médiatisation", "contre leur gré", d'un "événement qui relevait d'un second degré", une "pièce de théâtre organisée par des 'gilets jaunes', pour des 'gilets jaunes'".

"Si cela a choqué, ils en sont conscients et prêts à s'excuser", mais "ils ont agi dans un cadre légal", et "ont usé de leur droit de manifester et d'organiser un événement déclaré en préfecture, sans haine ni violence".

Trois journalistes, dont un photographe de la Charente Libre, qui avaient couvert le rassemblement, ont par ailleurs été entendus par la police, où ils avaient été convoqués non comme témoins mais comme "mis en cause".

Le Syndicat national des Journalistes s'en est ému dans un tweet : "Trois journalistes de @charentelibre mis en cause pour avoir couvert une manifestation. Mais où va-t-on ? Et la liberté d'informer ?", s'est indigné le premier syndicat national de la profession. AFP 28 décembre 2018

### **La Réaction En Marche...**

- "Gilets jaunes" : une marche républicaine de soutien au gouvernement le 27 janvier - AFP 28 décembre 2018

L'idée de cette marche a été lancée par Laurent, un ingénieur toulousain, sympathisant LREM. Ce dernier estime que les attaques contre le président de la République sont allées beaucoup trop loin.

"Quand j'entends 'le président des riches', qu'il est à la solde des banquiers, d'un nouvel ordre mondial complotiste, ça me choque et je trouve ça injuste", dénonce Laurent sur Europe 1. "C'est quand même quelqu'un qui fait bouger les choses", affirme encore le Toulousain.

L'initiative est soutenue par deux collectifs : "STOP. Maintenant, ça suffit" et "Les Foulards Rouges".

La marche devrait se dérouler au départ de la place de la République, à Paris. AFP 28 décembre 2018

D'abord nommé marche "en soutien à Emmanuel Macron" il a depuis été rebaptisé "Marche républicaine des libertés". Le Figaro 28 décembre 2018

Lire : D'abord nommée marche "en soutien à Emmanuel Macron" elle a depuis été rebaptisée "Marche républicaine des libertés", ils écrivent n'importe comment parfois et apparemment personne ne relit derrière eux.

Où est-ce qu'ils ont été le chercher celui-là ?



## **ACTUALITÉ DU JOUR**

### **En macronnie.**

#### **Barbouzerie élyséenne.**

- Nouvelle crise pour l'Élysée après une offensive de Benalla - AFP 28 décembre 2018

La crise qui couvait depuis le début de la semaine après les révélations sur les activités en Afrique d'Alexandre Benalla a explosé vendredi avec la confrontation entre l'Élysée et l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, qui a dit maintenir des liens avec la présidence depuis son licenciement cet été.

La présidence a dû se fendre d'un communiqué, plaidant l'ignorance: elle dit ne disposer "d'aucune information remontée par les services de l'État concernés sur l'utilisation par M. Benalla des passeports diplomatiques qui lui avaient été attribués dans le cadre exclusif de ses fonctions à la présidence de la République".

Contre-attaquant, M. Benalla a assuré au JDD que ses passeports lui avaient été restitués "par la présidence", son entourage précisant à l'AFP que c'était "début octobre".

Il avait affirmé, sous serment devant la commission d'enquête du Sénat le 19 septembre, avoir laissé ce document dans son bureau de l'Élysée.

Il a également souligné entretenir des "relations" et des "échanges réguliers" avec "certains membres de la présidence", dans une lettre adressée au cabinet d'Emmanuel Macron, dont l'AFP a obtenu copie.

M. Benalla reproche à Patrick Strzoda, directeur du cabinet d'Emmanuel Macron à qui la lettre est adressée, de ne pas lui avoir "transmis directement (ses) interrogations" au lieu de "les porter sur la place publique", "au regard des relations que j'entretiens avec certains membres de la présidence, et des échanges réguliers que j'ai avec eux".

M. Strzoda l'avait sommé de s'expliquer sur "d'éventuelles missions personnelles et privées" menées "comme consultant" alors qu'il était "en fonction à l'Élysée".

Il lui répond qu'il n'avait "jamais effectué de missions personnelles et privées" durant ses fonctions à l'Élysée et n'avoir "a fortiori jamais reçu directement ni indirectement de rémunérations en résultant". En outre dans ses activités actuelles, il ne s'est "jamais prévalu d'une quelconque recommandation ou appui de la présidence de la République dans le cadre de (s)es nouvelles activités, et le prétendre serait purement mensonger" et "diffamatoire", affirme-t-il.

L'Élysée a repoussé sur le Quai d'Orsay, disant avoir, dès son renvoi pour motif disciplinaire en juillet, "demandé aux administrations compétentes" de récupérer les passeports.

Le Quai d'Orsay a annoncé dans la foulée l'intention de Jean-Yves Le Drian de saisir le parquet, "sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale" qui enjoint tout représentant des autorités de le faire s'il a connaissance d'un crime ou d'un délit. Le ministère affirme avoir réclamé en juillet, puis en septembre la restitution des deux passeports. Le signalement auprès du procureur de la République était en cours d'analyse vendredi soir, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. AFP 28 décembre 2018

#### **La haine des pauvres assumée et légitimé par le régime.**

- Paris Le permis de construire d'un centre social du XVIe annulé - Liberation.fr 28 décembre 2018

Le tribunal administratif de Paris a annulé vendredi le permis de construire délivré en mars 2016 pour un centre d'hébergement pour sans-abris... Liberation.fr 28 décembre 2018

## **A l'extrême droite toute !**

### **Espagne**

- Espagne : droite et extrême droite alliées en Andalousie - Liberation.fr 28 décembre 2018

Avec les voix du parti extrémiste Vox, la candidate de Ciudadanos (centre droit), Marta Bosquet, a été élue présidente du Parlement régional. Juan Manuel Moreno, le leader du Parti populaire d'Andalousie (droite), devrait, lui, devenir président de la région. Liberation.fr 28 décembre 2018

### **Brésil et Israël**

- Bolsonaro et Netanyahu saluent une nouvelle "fraternité" entre le Brésil et Israël - AFP 29 décembre 2018

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président élu du Brésil Jair Bolsonaro ont célébré vendredi à Rio de Janeiro le début d'une nouvelle "fraternité" entre leurs deux pays, avec la perspective d'une étroite collaboration économique et militaire.

Les deux dirigeants se sont rencontrés dans un fort militaire à la vue imprenable sur la célèbre plage de Copacabana, donnant ainsi le coup d'envoi de la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien au Brésil.

Accueilli par une haie d'honneur de militaires et d'autorités locales à sa descente de l'avion, il doit rester cinq jours au Brésil et assister le 1er janvier à l'investiture en grande pompe du président élu d'extrême droite à Brasilia.

Benjamin Netanyahu, pour sa part, a qualifié sa visite d'"historique", tout en évoquant également la "fraternité, l'alliance" qui peut "porter (les deux pays) vers les sommets".

"C'est difficile à croire que nous n'ayons pas eu ce genre de contacts par le passé", a-t-il souligné.

Il faisait référence au fait que le Brésil observait depuis des décennies une politique de neutralité dans le conflit israélo-palestinien.

Le gouverneur élu de l'Etat de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, s'est rendu récemment en Israël, où lui ont été présentés selon la presse brésilienne des drones capables de tirer à distance sur des suspects. AFP 29 décembre 2018

### **Etats-Unis**

- Pas d'accord en vue: les Etats-Unis s'enfoncent dans le "shutdown" - AFP 28 décembre 2018

Les négociations entre démocrates et républicains ont échoué jeudi à mettre fin au "shutdown" aux Etats-Unis. La paralysie partielle des administrations fédérales, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage forcé, va donc se prolonger, au moins jusqu'à la semaine prochaine.

Au coeur du blocage depuis six jours: le mur voulu par Donald Trump à la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine.

Le président républicain exige cinq milliards de dollars pour le construire. Les démocrates refusent de le financer, mais ont proposé une enveloppe de plus d'un milliard pour d'autres mesures de sécurité à la frontière.

Résultat: une impasse budgétaire. Et tant que les deux partis ne se mettront pas d'accord, les financements de 25% des ministères et administrations fédérales resteront suspendus. AFP 28 décembre 2018

- USA: L'opinion impute le shutdown à Trump plus qu'aux démocrates, selon un sondage - Reuters 28.12

Cela confirme ce qu'on a affirmés au début de cette causerie.